

## 35. LOGES ET PARTIS LIBERAUX VERVIETOIS AU XIX<sup>e</sup> SIECLE (2008)

*Aujourd'hui épuisés, mes deux ouvrages sur **La presse verviétoise de 1818 à 1914** faisaient notamment allusion aux rapports entre presse, franc-maçonnerie et libéralisme, sur la base de l'étude (alors inédite) de De Hagen mais aussi de nombreux documents maçonniques auxquels j'avais pu exceptionnellement avoir accès. Ces livres étant devenus rares, il m'a paru intéressant en 2008 de regrouper et reproduire dans **Trente ans aux fourneaux de Cléo** les passages consacrés à cette question en renvoyant à mes deux volumes pour les références bibliographiques.*

La Loge verviétoise des Philadelphes avait été fondée en 1809 par 19 maçons scissionnaires de la Loge l'Indivisible, de Spa. Pendant longtemps, toute discussion politique en fut bannie et il n'y eut guère de frictions avec le clergé local. La Loge comprit d'ailleurs parmi ses fondateurs et ses principaux dignitaires, jusqu'à une époque assez avancée, des membres illustres des familles Biolley et Simonis ; d'un autre côté, le Vénérable de la Loge fit partie du conseil de fabrique de la paroisse Saint-Remacle jusqu'en janvier 1842...

Pendant la période révolutionnaire et les premières années de l'indépendance, les travaux de la Loge furent interrompus, pendant qu'un nouveau temple (détruit en avril 1977) était en construction. Les Philadelphes ne participèrent donc pas à la fondation du Grand-Orient de Belgique. En octobre 1834, la proposition d'un des membres de se rallier à cet organisme fut rejetée : vingt-six frères, dont dix dignitaires, démissionneront alors en bloc. Cette crise fut la première d'une longue série. En 1835, les Philadelphes réaffirmaient leur volonté de s'abstenir de toute discussion politique. Les scissionnaires tenteront en vain de constituer une Loge dénommée les Amis de l'Indépendance.

En janvier 1838, la Fédération Maçonnique belge était fondée, regroupant les Loges de Liège, Verviers, puis Huy. Les causes de la constitution de cette obédience autonome étaient essentiellement politiques. Ces Loges refusaient l'article 135 du règlement du Grand-Orient interdisant de faire de la politique dans les Ateliers. Enfin, en juin 1839, alors que la Loge, suite aux attaques des évêques, avait vu grossir le nombre de ses affiliés, le Vénérable, estimant que les motifs de la scission de 1834 n'existaient plus par suite de la fin du différend hollando-belge, rappela les scissionnaires. Peu auparavant, les 3 et 6 juin 1839, la Loge avait pour la première fois discuté le choix des candidats libéraux pour les législatives prochaines.

A partir de cette période, « la Loge se jette à corps perdu dans la politique. Toutes les élections se préparent, se font au cours des tenues » selon un historien de la maçonnerie locale. Le professeur de la VUB Els Witte a constaté que l'identification entre la franc-maçonnerie et l'anticléricalisme fut complète à Verviers, et reconnue même par ceux qui n'étaient pas membres de la Loge. A cet égard, on peut parler d'un fait unique en Belgique ; dans aucune autre ville, la politisation de la franc-maçonnerie ne fut aussi manifeste ; et nulle part elle ne prit alors de telles proportions.

Les libéraux verviétois s'étaient organisés dès 1836 en créant un Comité d'administration pour les élections libérales, qui fonctionna quelques fois. Il ne s'agissait cependant que d'un comité ; en 1842 par contre fut créée la société de l'Union Constitutionnelle. La Loge prit une part active à la formation de celle-ci, un des premiers avatars de l'actuel MR, qu'elle domina de fait pendant longtemps via les leaders radicaux verviétois, tous ou presque francs-maçons. Ses activités furent assez limitées jusqu'en 1846, époque à laquelle elle reprit vigueur à l'occasion du Congrès libéral. Cependant, comme à Bruxelles et Liège, les divisions entre radicaux et doctrinaires provoquèrent une scission et la création par les « vieux libéraux », le 14 avril 1847, d'une Association libérale.

Fin mai 1848, l'Union Constitutionnelle perd son aile républicaine, lorsque les démocrates l'abandonnent pour créer la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme. Début juin, quelques-uns de ses membres antirépublicains menés par le futur bourgmestre Edouard Herla la quittent à leur tour et jettent les bases d'une Union libérale antirépublicaine qui ralliera les doctrinaires de l'Association libérale et les catholiques. Face à cette coalition conservatrice, l'Union Constitutionnelle subira trois échecs électoraux successifs en 1848.

Au lendemain du coup d'Etat de Bonaparte en France (2 décembre 1851), le leader des radicaux, Joseph Goffin, veut permettre au niveau local un ralliement général « sous un drapeau commun, celui de la défense de notre nationalité ». En janvier 1852, la Loge des Philadelphes - dont faisaient partie Goffin et Herla - avait longuement étudié les possibilités d'un rapprochement libéral. Goffin et Herla étaient d'accord sur ce point, mais les négociations échouèrent devant le refus de la majorité des doctrinaires. Une deuxième tentative eut lieu en mai, en dehors de la Loge cette fois. Le 2, les démocrates républicains qui avaient abandonné en 1848 la société de l'Union Constitutionnelle pour la Société des Droits et des Devoirs de l'Homme (le « club républicain ») réintégrèrent la première, à laquelle étaient restés fidèles jusque là une poignée de radicaux plus modérés : l'Union Constitutionnelle fut de ce fait considérablement renforcée. Le 9, le sénateur Laoureux invitait les membres des deux sociétés libérales rivales à une assemblée commune pour envisager la réunification du

parti ; cette proposition rencontra l'agrément des membres des deux associations. Le 16 enfin, cette assemblée décida la création d'une société politique unique, l'Alliance nationale et libérale : en firent partie de droit tous les membres des deux sociétés libérales existantes, lesquelles furent donc dissoutes de fait.

L'entente cordiale ne devait pas durer. En juin 1853 déjà, les libéraux des deux tendances se séparaient à nouveau. C'est après la rupture de l'alliance libérale que la Loge des Philadelphes, dominée par les démocrates - Herla l'abandonna d'ailleurs en juillet 1853 -, accorda un subside de 500 francs au journal des libéraux progressistes, sur proposition de Humblet ; certains frères quittèrent la Loge à la suite de cette décision, Loge dont faisaient partie tous les collaborateurs du quotidien progressiste ainsi que le futur bourgmestre (de 1885 à 1891) Simon Lobet.

Le journal des radicaux verviétois prit en 1856 une orientation nettement maçonnique et anticatholique. En février, Goffin y publia toutes les pièces (en principes secrètes) relatives au conflit qui l'opposait alors au Grand-Maître du Grand-Orient de Belgique, lequel avait désavoué un discours prononcé par Goffin à la Loge de Liège dans un sens particulièrement démocratique. La presse catholique exploitant des « extraits choisis » de ce discours, Goffin le publia *in extenso* en brochure. Cette publication fut condamnée par le Grand-Maître Verhaegen, la Loge de Liège et en général les libéraux doctrinaires ; Goffin obtint en revanche l'appui des Philadelphes dans sa campagne solitaire pour tenter de « décatholiciser la Belgique ».

Les circulaires politiques de la fraction que soutenait Goffin émanaient en fait des Philadelphes. Avant un scrutin communal, ceux-ci avaient même décidé de tenter d'évincer du Conseil le bourgmestre Ortmans-Hauzeur. L'influence de la Loge en matière électorale était alors telle que Henri Dardenne, quoique « profane » et déjà conseiller provincial, ne consentait à être candidat au Conseil communal que s'il était assuré de l'appui des Philadelphes, qu'il intégrera d'ailleurs peu après.

En 1857, la reprise du quotidien *L'Union libérale* par Charles Vinche met en évidence une fois de plus les rapports entre presse, politique et franc-maçonnerie dans le parti libéral. En 1856, on l'a vu, un conflit opposait la Loge des Philadelphes au Grand-Orient de Belgique, ce dernier désapprouvant les prises de position *publiques* de Joseph Goffin sur les devoirs que celui-ci attribuait à la maçonnerie dans le mouvement démocratique ; la Loge s'était solidarisée avec Goffin. A l'été 1856, douze des trente-cinq membres des Philadelphes démissionnaient pour protester contre l'attitude de la majorité ; ils créèrent une Loge rivale dite les Amis du Progrès, qui initia au début de 1857 Charles Vinche, imprimeur né à Tournai trente ans plus tôt.

*L'Union libérale* étant à vendre, Vinche aurait acquis celle-ci avec l'appui de quelques membres de la nouvelle Loge, auxquels il promettait que le journal serait à l'avenir plus « progressiste ». De fait, la profession de foi de la nouvelle rédaction - le 17 août 1857 - était réformatrice, elle désignait comme adversaire unique le parti « rétrograde » (entendons catholique) et ne disait mot des radicaux. Mais Vinche, selon ses adversaires, avait agi en fait comme « homme de paille » pour le compte de deux doctrinaires, Philippe Bède et Ortmans-Hauzeur (ce dernier était bourgmestre depuis 1854). Or début octobre, lorsque commença la campagne pour les élections communales du 27, des articles dirigés dans *L'Union* contre le démocrate Humblet auraient « ouvert les yeux » des Amis du Progrès qui, constatant que le journal demeurait en fait doctrinaire, rompirent avec celui-ci : de fait, le comité de la nouvelle Loge fit publiquement savoir à ce moment qu'il était (désormais, ajouterons-nous) étranger à la rédaction de *L'Union*.

Suivit une nouvelle phase d'apaisement quelques mois plus tard. En 1859, les Loges des Philadelphes (comprenant notamment Humblet) et des Amis du Progrès (à laquelle appartenait toujours Vinche) avaient fusionné. Joseph Goffin, qui avait été cause de la scission en 1856, avait lui quitté les Philadelphes en juin 1858 pour créer sa propre Loge (les Libres Penseurs) en septembre suivant. Il partit pour Seraing en avril 1859, puis s'établit comme imprimeur à Spa en 1863. Dès la fin des années 1850, il y eut donc une amorce de réconciliation entre radicaux et doctrinaires, limitée à ce moment aux maçons, qui devait aboutir à la création en 1864 d'une Association libérale, à laquelle les plus progressistes refusèrent d'adhérer et qui connut sa première scission deux ans plus tard.

En 1867, un véritable parti libéral progressiste était en voie de reconstitution à Verviers, parti résultant de la fusion entre les progressistes qui avaient abandonné l'Association libérale en mai 1866 et ceux qui avaient refusé d'y entrer en mai 1864. Leur organe de presse, *Le Progrès*, bénéficia d'un grand nombre de collaborateurs : Théophile Bost, Mathieu Chatten, Joseph Demoulin, L. Donckier de Donceel, Karl Grün, Jacques Henrion, Henri Lejeune-Vincent, Arnold Lobet, Thil Lorrain, Henri Masson, Charles Mullendorff, Mathieu Nissen, Henri Pirenne, Henri Proumen, Jean Servais, Guillaume Stanislaus, Henri Stappers et Jean Tasté, outre les Humblet, Gilon, Deheselle. A en croire leurs héritiers spirituels de la fin du XIX siècle dans le journal *La Liberté*, cette pléiade de journalistes-amateurs fit du *Progrès* un phare de la presse belge : ce fut « l'époque où la capitale nous citait, nous Verviétois, comme un foyer de lumière politique, où les orateurs bruxellois parlaient de nos journalistes avec admiration ».

L'affrontement entre les deux fractions libérales lors des scrutins et dans les conseils communaux se poursuivait quotidiennement dans leurs organes respectifs. Il eut aussi des répercussions dans la franc-maçonnerie locale, les leaders des deux tendances appartenant à la même Loge. L'entente entre « frères ennemis » ne put être

maintenue à ce niveau : les progressistes quittèrent la Loge des Philadelphes au début de 1869 pour fonder celle dite du Travail. Cette scission dans la maçonnerie verviétoise fut durable, contrairement aux précédentes, car ce n'est qu'en 1947 que les deux Loges verviétoises fusionnèrent. Durant deux ans après la scission, les Philadelphes refusèrent tout rapport avec la nouvelle Loge. Les relations s'améliorèrent dès 1871, après le rapprochement entre doctrinaires et progressistes. A partir de 1878 au moins, des rapports plus fraternels s'établirent entre les deux Loges, bien que chacune continuât à correspondre à une des tendances concurrentes du libéralisme politique.

C'est ainsi que lorsque le dernier hebdomadaire du parti progressiste à Verviers vit le jour en mai 1892, sous le titre *La Liberté*, comme organe du Cercle de propagande progressiste reconstitué en 1890 sous la présidence de Simon Gathoye, conseiller provincial et ancien bourgmestre d'Andrimont, puis de Joseph Deru (qui le remplaça à la tête du parti en 1893), les principaux animateurs de celui-ci faisaient tous partie de la Loge Le Travail, dont Gathoye était alors Vénérable. Parmi les autres dignitaires de celle-ci, on notait alors la présence de Lucien Defays, qui sera bien plus tard bourgmestre de Verviers de 1921 à 1946, succédant au maïorat à un membre de la Loge des Philadelphes, Eugène Mullendorff, qui avait, lui, dirigé la cité de 1891 à 1920.